



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement d'Occitanie
Unité Interdépartementale Gard-Lozère**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-011-DREAL DU 06 FEV. 2025

EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

portant mise en demeure de l'établissement SABLEX de se conformer aux prescriptions réglementaires, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de Tresques et situées au lieu dit « Devois de L'Estang »

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet du Gard

Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre I du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 09-136N du 30 novembre 2009 autorisant la société SABLEX à exploiter une carrière de sables siliceux sur le territoire de la commune de Tresques au lieu dit « Devois de L'Estang » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n°2020-01-98 concernant les modifications des conditions d'exploitation de la carrière de sables siliceux exploitée par la société SABLEX sur le territoire de la commune de Tresques au lieu dit « Devois de L'Estang » ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur le site de la carrière le 12 décembre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 janvier 2025 ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 30 novembre 2009 susvisé dispose que « les opérations de remise en état prévu à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée. »

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté le plan de phasage prévu par son arrêté préfectoral ;

Considérant que l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 dispose que les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites définies par ledit article ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses des eaux rejetées au droit du débourbeur-déshuileur accueillant les eaux issues de l'aire de ravitaillement ;

Considérant que l'article 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dispose que l'exploitant prend les dispositions pour prévenir et limiter les envols de poussières ;

Considérant que l'aire de bâchage des camions avant leur sortie du site n'est pas matérialisée et clairement indiquée ;

Considérant que l'article 11.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2009 prévoit que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est indiqué dans ledit article ;

Considérant que les produits chimiques présents sur le site au droit de la zone d'exploitation et du local forage sont dépourvus de rétention ;

Considérant que face à ces manquements susceptibles de provoquer une pollution des eaux souterraines et des sols, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Sablex de respecter les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : MISE EN DEMEURE

La société Sablex dont le siège social est situé à Route de Bagnols ; 30330 TRESQUES, exploitant la carrière implantée au lieu dit « Devois de L'Étang » sur le territoire de la commune de Tresques est mise en demeure de respecter :

Sous un délai d'un mois :

- les dispositions de l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 en réalisant les prélèvements et analyses au droit du débourbeur-déshuileur ;
- les dispositions de l'article 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en matérialisant l'aire de bâchage et en indiquant son emplacement ;
- les dispositions de l'article 11.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 en procédant à l'évacuation des produits chimiques stockés dans le local forage et en mettant sur

rétenion les produits chimiques stockés dans le conteneur installé au droit de la zone d'exploitation.

Sous un délai de six mois :

- les dispositions de l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 en se mettant en conformité avec le phasage prévu et en procédant à la remise en état des zones concernées ou en portant à la connaissance de l'inspection, l'actualisation des plans de réaménagement et du plan d'exploitation avec les zones en cours d'exploitation et celles définitivement remises en état ainsi que la mise à jour des garanties financières et des plans de phasage idoines.

Article 2 : SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, soit par voie postale, soit via l'application information "Telerecours Citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de Tresques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD